New York | 21 septembre 2016 – Aujourd'hui, les dirigeants du monde entier ont attiré plus que jamais l'attention sur la nécessité de freiner la propagation des infections résistantes aux médicaments antimicrobiens.

La résistance aux antimicrobiens intervient lorsque des bactéries, virus, parasites et champignons développent une résistance aux médicaments qui avaient été auparavant utilisés pour les traiter.

Pour la première fois, les chefs d'État se sont engagés à adopter une approche générale et concertée afin de s'attaquer aux causes fondamentales de la résistance aux antimicrobiens dans plusieurs domaines, et en particulier la santé humaine, la santé animale et l'agriculture. C'est la quatrième fois qu'une question de santé est examinée par l'Assemblée générale des Nations Unies (les trois premières étaient le VIH, les maladies non transmissibles et la maladie à virus Ebola). La réunion de haut-niveau a été organisée par S.E Peter Thompson, Président de la 71 ème session de l'Assemblée générale des Nations unies.

«La résistance aux antimicrobiens menace la réussite des Objectifs de développement durables et nécessite une réaction mondiale» a déclaré M. Thompson. «Aujourd'hui, les Etats membres ont approuvé une déclaration politique forte qui propose une bonne base à la communauté internationale afin d'avancer. Un pays, un secteur ou une organisation ne peut, à lui seul ou à elle seule, résoudre ce problème».

Les pays ont réaffirmé leur engagement à élaborer des plans d'action nationaux en se basant sur le *Plan d'action mondial pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens*, que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a élaboré en 2015, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), afin de lutter contre la résistance aux antimicrobiens. Ces plans sont nécessaires afin de prendre conscience de l'ampleur du problème et de mettre fin à la mauvaise utilisation des antimicrobiens dans le cadre de la santé humaine, animale et dans l'agriculture. Les dirigeants présents ont reconnu la nécessité de mettre en place des systèmes plus solides afin de surveiller les infections pharmaco résistantes et la quantité d'antimicrobiens utilisée chez les êtres humains, les animaux et sur les cultures. Selon eux, il est également nécessaire de renforcer la coopération et d'augmenter les financements internationaux. Ils se sont par ailleurs engagés à renforcer la réglementation sur les antimicrobiens, améliorer les connaissances et la sensibilisation sur le sujet, promouvoir de meilleures pratiques, et à encourager des approches novatrices, en ayant recours à des alternatives aux antimicrobiens, à de nouvelles technologies de diagnostic et à des vaccins.

Selon le Dr Margaret Chan, Directrice générale de l'OMS, «la résistance aux antimicrobiens représente une grave menace pour la santé humaine, le développement et la sécurité. Les engagements pris aujourd'hui doivent être concrétisés en actions rapides, efficaces et capables de sauver des vies dans les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale. Le temps presse».

Des infections banales et mortelles comme la pneumonie, la gonorrhée, des infections postopératoires, le VIH, la tuberculose et le paludisme deviennent de moins en moins traitables à cause de la RAM. Si non maîtrisée, la RAM devrait vraisemblablement avoir des répercussions sociales, économiques et sur la sécurité sanitaire, ce qui aura pour effet de sérieusement compromettre le développement des pays.

Les niveaux élevés de résistance aux antimicrobiens constatés aujourd'hui dans le monde sont le résultat de l'abus et de la mauvaise utilisation des antibiotiques et des autres antimicrobiens chez les humains, les animaux (y compris les poissons d'élevage) et sur les cultures, ainsi que de la propagation des résidus de ces médicaments dans le sol, les cultures et l'eau. Dans le contexte élargi de la résistance aux antimicrobiens, la résistance aux antibiotiques est considéré comme le plus grand et le plus urgent risque mondial nécessitant une attention à la fois nationale et internationale.

«La RAM ne pose pas seulement problème dans nos hôpitaux, mais aussi dans nos fermes et notre alimentation. L'agriculture doit assumer sa part de responsabilité, en utilisant des antimicrobiens de manière plus responsable et en réduisant sa dépendance vis-à-vis d'eux, grâce à une bonne hygiène au sein des exploitations» a déclaré M. José Graziano Da Silva, Directeur général de la FAO.

Comme le souligne le Dr Monique Eloit, Directrice générale de l'OIE, «Des antibiotiques efficaces et accessibles sont aussi vitaux pour la protection de la santé animale, son bien-être et pour la médecine vétérinaire que pour la santé humaine. Nous appelons les autorités nationales à soutenir fermement tous les secteurs concernés, en encourageant une utilisation prudente et responsable, de bonnes pratiques et la mise en œuvre des normes et recommandations établies».
Les dirigeants présents à la réunion des Nations Unies ont appelé l'OMS, la FAO et l'OIE, en collaboration avec des banques de développement comme la Banque mondiale et d'autres parties prenantes, à coordonner leur planification et leurs actions et à en rendre compte à l'Assemblée générale de l'ONU qui se tiendra en septembre 2018.

Les pays ont préconisé de mieux exploiter les ressources disponibles pour prévenir les infections chez l'homme et chez l'animal, et de le faire à moindre coût. Parmi ces ressources figurent la vaccination, l'eau potable, l'assainissement et l'adoption d'une bonne hygiène au sein des hôpitaux et dans le secteur de l'élevage. Mettre en place des systèmes afin de garantir une utilisation plus adéquate des antibiotiques existants et nouveaux est également essentiel.
Les pays ont aussi souligné les failles du marché et ont préconisé l'instauration de nouvelles mesures incitatives afin d'investir dans la recherche et le développement de nouveaux médicaments, de tests de diagnostic rapides et d'autres thérapies importantes appelées à remplacer celles qui perdent de leur puissance. Ils ont également insisté sur le fait que le caractère abordable des nouveaux antibiotiques et de ceux déjà existants, leur accessibilité, les vaccins et les autres outils médicaux devraient être des priorités mondiales et tenir compte des besoins de tous les pays.